

« Le FBI voulait piéger Assange avec la complicité de l'Islande »

Alors que le fondateur de WikiLeaks pourrait être extradé aux Etats-Unis, l'ancien ministre de l'Intérieur islandais explique comment le FBI a tenté d'enquêter illégalement en Islande et d'y piéger Assange.

ENTRETIEN

ALAIN LALLEMAND

L'activiste Julian Assange sera-t-il, oui ou non, extradé de Grande-Bretagne vers les Etats-Unis où il est inculpé depuis mars 2018 de tentative d'intrusion informatique et diffusion d'informations relatives à la défense nationale ? Alors qu'il est détenu depuis bientôt cinq ans à la prison de haute sécurité de Belmarsh, qu'il est *de facto* privé de liberté de mouvement depuis bientôt douze ans (il avait trouvé refuge à l'ambassade d'Equateur à Londres en juin 2012), il sera au centre d'une procédure d'appel qui se déroulera ces 20 et 21 février devant la Haute Cour britannique. S'il perd cet appel, sa situation deviendra critique.

Quatorze ans après que WikiLeaks a révélé les documents classifiés américains sur les crimes de guerre commis en Irak (et notamment la célèbre vidéo Collateral Murder d'un tir d'hélicoptère réalisé en juillet 2007 à Bagdad), nous avons voulu revenir sur les méthodes utilisées par les Etats-Unis pour piéger Julian Assange et WikiLeaks alors que ceux-ci opéraient au départ de Reykjavik, en Islande. En 2010, Ögmundur Jónasson était ministre de la Justice puis, de janvier 2011 à mai 2013, ministre de l'Intérieur d'Islande. Son interview a été rendue possible par Pen Belgique, engagée dans la défense de Julian Assange.

En 2011, lorsque vous étiez ministre de l'Intérieur, que saviez-vous de WikiLeaks et de Julian Assange ?

Je connaissais l'existence de WikiLeaks et je pense que Julian Assange est resté en Islande la plupart du temps en 2009 et 2010. Je l'ai rencontré à cette époque, je ne sais plus exactement à quelle date. Nous avons toujours eu une certaine connaissance de WikiLeaks : durant la crise bancaire islandaise de 2008-09, nous avions un magistrat dédié et un conseiller extérieur, la juge Eva Joly, qui ont enquêté sur les causes de cette crise bancaire. Et ils ont utilisé certains des documents bancaires dévoilés par WikiLeaks. Je connaissais donc WikiLeaks de deux manières, via l'enquête bancaire et parce qu'Assange était présent en Islande.

Que s'est-il passé à l'été 2011 ?

Vers la fin du mois de juin 2011, nous avons reçu un message du FBI, via le ministère islandais des Affaires étrangères : il disposait d'informations selon lesquelles il pourrait y avoir « une attaque imminente contre le système informatique islandais » ou contre le gouvernement et les institutions clé du pays. Et le FBI nous demandait si nous voulions coopérer à leur enquête. Nous avons pris ce message très au sérieux. J'ai alerté les autres ministres du gouvernement. Nous avons demandé aux Etats-Unis de nous adresser une demande formelle de coopération, que nous avons reçue début juillet. Ce même mois de juillet, nous avons envoyé un agent de police aux Etats-Unis pour explorer le dossier. Mais, à ma connaissance, rien n'en est ressorti. Mais plus tard dans l'été, le soir du 24 août 2011, sept à neuf agents du FBI et des magistrats de New York ont débarqué à l'aéroport de Reykjavik. Je ne l'ai



Le FBI voulait piéger Assange en ayant recours à un hacker islandais, sans égard pour la souveraineté de l'Islande. © EPA.



S'il y a une chose dont le monde a besoin en ce moment, c'est d'une presse libre et transparente

Ögmundur Jónasson
ex-ministre de l'Intérieur islandais



appris que le lendemain matin, le 25 août, alors qu'ils avaient déjà gagné les bureaux du procureur général d'Islande et qu'ils s'apprêtaient dans l'après-midi à s'entretenir avec la police islandaise. Je l'ai appris le matin parce que plusieurs officiels de mon ministère participaient à la première rencontre. Il était clair qu'ils voulaient travailler sur cette même menace qu'ils avaient évoquée au début de l'été, mais dans leur demande de coopération, il n'était question ni de WikiLeaks ni de Julian Assange, qui étaient maintenant au cœur de leur dossier : ils nous ont informés qu'ils voulaient monter un coup contre Julian Assange en lui tendant un piège avec l'aide d'un citoyen islandais. Ils pourraient ainsi monter un dossier criminel contre Assange aux Etats-Unis.

C'est là qu'intervient Sigurdur Thordarson, n'est-ce pas ? Qui est-ce ?

C'est un hacker islandais que je n'ai jamais rencontré. Je n'étais inquiet que de deux choses : la première était que les Américains, s'ils étaient en Islande, devaient agir en toute légalité. Or ils agissaient illégalement en modifiant l'objet de leur enquête. Quand j'ai appris qu'ils étaient sur les traces de WikiLeaks et Julian Assange, j'ai tout de suite su (après une phase de doute, dissipée par les experts de mon ministère) que ce n'était pas le même dossier, qu'ils agissaient illégalement. Ma seconde préoccupation était une considération politique : si je devais choisir entre un éditeur qui nous livrait des informations sur des crimes de guerre et ceux qui avaient commis ces mêmes crimes de guerre, dans quel camp devais-je me situer ? C'est la raison pour laquelle j'ai immédiatement ordonné à la police d'arrêter toute coopération avec les agents du FBI et les magistrats venus de New York. En conséquence, ils étaient priés de quitter le pays. Je me souviens avoir dit qu'ils étaient libres de visiter nos chutes d'eau, nos geysers et nos montagnes, mais que le travail policier leur était rigoureusement interdit. J'aurais cru qu'ils partiraient immédiatement, mais ils sont restés. Quand je l'ai appris, j'ai provoqué une réunion avec le ministère des Affaires étrangères, l'ambassade des Etats-Unis a été prévenue et le 29 août, ils sont partis.

Vous estimez, dites-vous, qu'il s'agissait d'un complot contre l'Islande car ils voulaient que vous soyez complices d'une opération sous couverture...

Oui, c'est mon analyse. Je pense que l'objectif était double. D'un point de vue technique, ils voulaient que nous participions à un coup contre Julian Assange en aidant un Islandais à piéger Assange. L'autre objectif aurait été, comme le font si souvent les Américains, de donner à cela une dimension internationale. Cela leur aurait permis de dire : « La communauté internationale travaille avec nous sur ce dossier. » C'est ma propre déduction, mais ils voulaient que l'Islande soit complice dans ce dossier. Nous sommes un petit pays, une petite nation mais, dans ce contexte, chacun compte. N'oubliez pas qu'il s'agit d'un dossier extraordinaire : un citoyen qui n'est pas américain, qui opère hors du territoire américain, livre des informations sur les Etats-Unis et sur d'autres Etats. Et ils veulent l'extrader chez eux pour le juger sur la base de la loi américaine de 1917 sur l'espionnage ! Alors que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont eux-mêmes un accord qui prévoit explicitement que les personnes détenues pour raisons politiques ne devraient pas être extradées.

Vous n'avez pas immédiatement rendu ce dossier public. Pourquoi ?

J'ai informé mes ministres et tout le gouvernement islandais, mais sans plus, à l'époque. Je n'ai rien communiqué aux médias parce que j'avais obtenu ce que je voulais, j'avais arrêté cette tentative de coopération. Mais, en 2013, un éditeur de WikiLeaks est venu me trouver en me disant qu'il avait eu l'information selon laquelle le FBI était venu en Islande en 2011 et qu'on avait demandé à ses agents de quitter le pays. Il souhaitait savoir si je confirmerais l'histoire au cas où il la rendrait publique. J'ai dit oui, bien sûr. Et c'est ainsi que l'histoire est devenue publique.

Si Julian Assange est effectivement extradé aux Etats-Unis, quels seront votre sentiment et votre réaction ?

Très forts. S'il y a une chose dont le monde a besoin en ce moment, c'est d'une presse libre et transparente. Cela a toujours été important, mais aujourd'hui c'est presque une question de vie ou de mort. Littéralement. Nous sommes dans une situation contradictoire dans un certain sens. D'une part, les Britanniques et les Américains sont assez gênés par tout ce dossier. Ils en ont peur. Et d'autre part, ils veulent en faire un *show*, que le monde sache. Pourquoi ? Pour créer un précédent : ils veulent que tous les journalistes, tous les éditeurs, ceux qui exposent la criminalité du pouvoir (de quelque nature que soit ce pouvoir) sachent que ce qui arrive à Julian Assange peut leur arriver aussi. C'est un signal. La frontière entre rendre public et ne pas rendre public est très délicate. Si la pression de l'opinion publique se fait trop forte, cela va devenir un dommage. S'ils parviennent à garder le contrôle, cela restera un avertissement aux autres journalistes.

J'ai moi-même été journaliste durant dix ans à la télévision islandaise. Puis j'ai été actif durant vingt ans dans les mouvements syndicaux internationaux et j'ai présidé le syndicat de la fonction publique en Islande. Puis je suis entré en politique. Dans chacune de ces carrières, je me suis appuyé sur le genre d'information (ou ai souhaité le type d'information) que WikiLeaks nous a fourni. En tant que journaliste, j'aurais voulu avoir ces infos sur les fraudes et le krach bancaire en Islande, sur ce qu'ils ont révélé en Afghanistan, en Irak, sur Guantanamo, etc. Comme leader syndical, c'est par WikiLeaks qu'on a entendu parler de l'accord sur le commerce des services (ACS, Trade in Services Agreement). C'est par eux qu'on a appris l'enfouissement de déchets en Afrique, l'attaque chimique de Douma (Syrie) au printemps 2018, etc. Je ne fais que pointer des dossiers que le monde et tout journal sérieux ne voudraient manquer. Et quand je vois ces documents diplomatiques américains (*Cablegate*) publiés par WikiLeaks qui montrent l'implication des Etats-Unis dans les changements de régimes et les interventions antidémocratiques à travers le monde, je dis que ce doit être notre préoccupation à tous, les éditeurs, les journalistes, le public, ceux qui ont publié l'information et ceux qui l'ont consommée. Dès lors je dis : n'arrêtez pas ce genre de publications.